



MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS,
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Fonction publique

Tableau de synthèse 2009

DGAFP



Fonction publique : faits et chiffres

ES
FAITS ET CHIFFRES

FAITS E

Tableau de synthèse 2009

Ce tableau vise à replacer l'emploi public dans l'ensemble des effectifs salariés. Il permet également de préciser les contours des différentes fonctions publiques : la fonction publique de l'État, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. Au 31 décembre 2007, le nombre de personnes dépendant d'administrations ou d'établissements publics administratifs dans lesquels le recrutement de droit commun de l'agent relève du statut général de la fonction publique s'élève à 5,3 millions, en comptant les bénéficiaires d'un emploi aidé. Hors emplois aidés, 5,2 millions d'agents travaillent en métropole ou dans les Dom.

Présentation du tableau de synthèse

Le champ géographique retenu est celui de la métropole et des Dom, ce qui permet d'évaluer de manière homogène la part de l'emploi public dans l'ensemble de l'emploi salarié.

Le tableau classe chaque employeur en fonction de trois caractéristiques : son statut juridique, sa nature économique et le statut de recrutement de droit commun de ses agents.

Ce classement s'opère de la façon suivante :

- en ligne, les employeurs sont ventilés en fonction de leur statut juridique selon la codification Sirène de l'Insee, qui repose sur les critères juridiques du droit administratif et du droit des sociétés ;
- en colonne, les employeurs sont d'abord classés en fonction de leur nature économique (appartenance ou non au champ des administrations publiques des Comptes nationaux) : d'un côté (trois colonnes de gauche), les employeurs non marchands, de l'autre côté (trois colonnes de droite), les employeurs marchands. Au sein de chacun de ces deux secteurs, les employeurs sont classés en fonction du statut de droit commun de leurs agents (droit public, droit privé ou droit particulier).

Pour les quatre premières lignes, on distingue les titulaires civils, les militaires y compris volontaires, les « non-titulaires » (y compris ici les ouvriers d'État, les assistantes maternelles des collectivités territoriales et les médecins des hôpitaux publics) et, enfin, les emplois aidés.

Le tableau de synthèse permet d'estimer l'importance de l'emploi public au 31 décembre 2007 selon différents concepts :

- **dans une approche juridique**, le nombre de personnes dépendant d'administrations ou d'établissements publics administratifs dans lesquels le recrutement de droit commun de l'agent relève du statut général de la fonction publique s'élève à **5,3 millions** (en comptant les 131 000 emplois aidés), soit 22,7 % des salariés de la métropole et des Dom.
- **dans une approche économique**, le nombre de personnes travaillant à titre principal dans des « administrations publiques » (administrations, organismes publics et organismes privés financés majoritairement par prélèvements obligatoires) s'élève à **6,1 millions**, ce qui représente 25,9 % des salariés de métropole et des Dom. Parmi ces personnes, 4,25 millions sont titulaires civils ou militaires.

Évolution des effectifs entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007

Les effectifs de la fonction publique progressent moins vite que l'emploi salarié total entre 2006 et 2007 (+0,5 % en comptant l'emploi aidé contre +1,4 % pour l'ensemble des salariés). Après la forte montée en charge des emplois aidés en 2006 consécutive à la mise en application de la loi de cohésion sociale de 2005 instituant notamment les contrats d'avenir et les contrats d'accompagnement dans l'emploi, ces emplois sont en net repli en 2007. Hors emplois aidés, la croissance des effectifs de la fonction publique est donc un peu plus prononcée et s'élève à +0,8 %.

Les effectifs des administrations de l'État (ministères) décélèrent nettement plus vite que les années précédentes (-3,5 % y compris les emplois aidés en 2007, après -1,7 % en 2006 et deux années à -0,7 %). Cette baisse est liée aux politiques de limitation des effectifs et à la mise en œuvre de la décentralisation dans le cadre de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Compte tenu des transferts en 2007 de certains personnels de l'Éducation nationale et des directions départementales de l'équipement dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, les effectifs des régions, communes et départements progressent presque deux fois plus vite que l'année précédente (+5,1 % y compris les emplois aidés). La hausse concerne les titulaires (+6,4 %) mais aussi les non-titulaires (+4,1 % y compris les assistantes maternelles). Dans les établissements d'enseignement secondaire publics, le recul des emplois aidés est compensé par le recrutement de personnel non titulaire, assistants d'éducation en particulier. Parmi les établissements publics locaux non marchands dépendant des collectivités territoriales, les communautés de communes et d'agglomération enregistrent toujours une croissance marquée (+8,7 %).

1 La fonction publique dans l'économie nationale : classement des employeurs

Statut juridique de l'employeur		Administrations publiques - Services non marchands			Hors administrations publiques - Services marchands			
		Statut de recrutement de droit commun de l'agent			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			
		Colonne			Colonne			
Ligne	Intitulé	Code Sirène de la catégorie juridique	1	2	3	4	5	6
			Droit public	Droit public particulier	Droit privé	Droit public	Droit public particulier	Droit privé
1	Administration de l'État	71	Ministères					
2	Collectivités territoriales	72	Régions, départements, communes					
3	Établissements publics administratifs	73	Épa nationaux : ANPE, Crous, CNRS, Inra, Inserm, etc., EPLE, Épa des collectivités territoriales, hôpitaux publics	Organismes consulaires ASA	Caisse nationale du régime général de Sécurité sociale	OPHLM, Caisse de crédit municipal, maisons de retraite publiques, Caisse des dépôts et consignations ⁽¹⁾		
	Organismes publics administratifs	74		GIP non marchands	IGSA, Institut franco-allemand St Louis	Cercles et foyers des armées		Cultes d'Alsace-Lorraine
4	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	ONIGC et autres Épic d'intervention agricole		Ademe, BRGM, CEA, Charbon de France, Cirad, Cnes, Onera, Ina, Intitut français du pétrole, Opéra national de Paris, Réunion des musées nationaux, Offices de tourisme, etc.	La Poste Office national des forêts	RATP, SNCF, Aéroports de Paris Banque de France	Étab. français du sang, Ports autonomes, Ugap, Agence française de développement, Opac, Épic locaux et régies
5	Personnes physiques, sociétés commerciales	1, 2, 3, 5, 6 (hors 32)			Safer et divers		EDF, GDF	dont Air France, France Télécom, France Télévision, DCN, Giat industries, Imprimerie nationale
6	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8, 9			Organismes de protection sociale Enseignement privé sous contrat Hôpitaux privés à but non lucratif Associations Odac Associations Odal			Mutuelles, comités d'entreprise, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, associations et fondations non à financ. public maj.

Définition des lignes et des colonnes du tableau

La ligne 1 correspond aux **ministères** : administration centrale et services déconcentrés de l'État, y compris la Défense.

La ligne 2 correspond aux **collectivités territoriales** au sens strict : régions, départements (y compris préfecture de police de Paris) et communes.

La ligne 3 correspond aux **établissements publics administratifs (Épa) et autres organismes publics administratifs**.

Les Épa placés en colonne 1 correspondent à la situation la plus courante : caractère non marchand et statut de recrutement de droit public : ANPE, Crous, CNRS, personnel propre des universités et établissements d'enseignement secondaire (la majorité du personnel étant en ligne 1), Épa locaux (CCAS, communautés urbaines, etc.), hôpitaux publics, etc.

Les personnels des organismes consulaires (chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie, des métiers) relevant d'un droit public particulier figurent en colonne 2 et ceux des caisses nationales de la Sécurité sociale et du centre d'études supérieures de la Sécurité sociale relevant du droit privé figurent en colonne 3.

Les Épa produisant des services marchands tout en recrutant des personnels relevant du statut général de la fonction publique apparaissent en colonne 4 : Caisse des dépôts et consignations, offices publics de HLM, maisons de retraite publiques.

La ligne 4 correspond aux **personnes morales de droit public soumises au droit commercial** (Épic et Banque de France).

En colonne 1, on trouve les organismes d'intervention sur les marchés agricoles (ONIGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures, notamment) en raison de leur statut de recrutement de droit public.

Les Épic nationaux non marchands du domaine de la recherche et de la culture, à recrutement de droit privé sont en colonne 3 : CEA, Cnes, Onera, Opéra national de Paris, Réunion des musées nationaux, etc. Parmi les Épic marchands, La Poste et l'Office national des forêts sont classés en colonne 4.

Les Épic nationaux marchands, qui sont des entreprises à statut (RATP, SNCF, ADP), sont en colonne 5, ainsi que la Banque de France. Les autres Épic sont en colonne 6 : Opac, Épic locaux et régies notamment.

La ligne 5 correspond aux **personnes physiques et sociétés commerciales**.

La ligne 6 correspond aux **organismes privés spécialisés et groupements de droit privé**.

2 L'emploi public selon différents concepts au 31 décembre 2007

(voir ventilation détaillée dans le tableau 3)

	Effectifs des « administrations publiques » Colonnes 1+2+3	Effectifs de droit public Colonnes 1+4	Effectifs de la fonction publique métropole et Dom Colonnes 1+4 et lignes 1+2+3	Effectifs de la fonction publique Com et étranger	Effectifs totaux de la fonction publique
Total	6 088 460	5 260 549	5 343 670	55 290	5 398 960
<i>dont titulaires et militaires</i>	4 251 666	4 362 429	4 179 836	38 594	4 219 927
<i>dont titulaires + militaires</i>					
+ non-titulaires⁽¹⁾	5 944 789	5 489 390	5 212 653	55 282	5 267 935
<i>dont emplois aidés</i>	143 671	131 159	131 017	8	131 025

Sources : Insee ; Drees ; DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

(1) On regroupe dans la catégorie « non-titulaires » tous les agents n'ayant pas le statut de titulaire civil ou militaire : contractuels, médecins des hôpitaux publics, ouvriers d'État, assistantes maternelles employées par les collectivités territoriales et bénéficiaires d'emplois aidés (contrats d'avenir et contrats d'accompagnement dans l'emploi, essentiellement).

3 Ventilation des effectifs salariés au 31/12/2007. Métropole et Dom, salariés à titre principal

			Administrations publiques - Services non marchands			Hors administrations publiques - Services marchands			TOTAL
			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			
Statut juridique de l'employeur			Droit public	Droit public particulier	Droit privé	Droit public	Droit public particulier	Droit privé	
Ligne	Intitulé	Code Sirene	1	2	3	4	5	6	
1	Administration de l'État (ministères)	71	TOTAL 2 151 538 TIT 1 641 501 MILVOL 336 588 NTIT 171 665 AID 1 784						TOTAL 2 151 538 TIT 1 641 501 MILVOL 339 540 NTIT 175 368 AID 1 719
2	Collectivités territoriales	72	TOTAL 1 364 877 TIT 1 008 750 NTIT 306 144 AID 49 983						TOTAL 1 364 877 TIT 1 008 750 NTIT 306 144 AID 49 983
3	Établissements publics administratifs et autres organismes soumis au droit administratif	73 et 74	TOTAL 1 729 993 TIT 1 124 498 NTIT 529 441 AID ⁽¹⁾ 76 054	TOTAL 63 423 TIT 2 152 NTIT 60 708 AID 563	TOTAL 16 894 TIT 1 067 NTIT 15 793 AID 34	TOTAL ⁽²⁾ 97 527 TIT 68 508 NTIT 27 744 AID 3 275		TOTAL 503 TIT 0 NTIT 491 AID 12	TOTAL 1 908 340 TIT 1 196 225 NTIT 632 177 AID 79 938
4	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	TOTAL 2 121 TIT 647 NTIT 1 474 AID 0		TOTAL 42 033 TIT 3 850 NTIT 38 171 AID 12	TOTAL 274 493 TIT 181 937 NTIT 92 493 AID 63	TOTAL 225 510 TIT 0 NTIT 225 510 AID 0	TOTAL 71 499 TIT 12 530 NTIT 58 250 AID 719	TOTAL 390 146 TIT 198 964 NTIT 190 388 AID 794
5	Personnes physiques, sociétés commerciales	1, 2, 3, 5, 6 (hors 32)			TOTAL 1 188 TIT 0 NTIT 1 188		TOTAL 126 514 TIT 0 NTIT 126 514	TOTAL 15 086 379 TIT 69 693 NTIT 15 016 686	TOTAL 15 214 081 TIT 69 693 NTIT 15 144 388
6	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8, 9			TOTAL 716 393 TIT 132 613 NTIT 568 539 AID 15 241 <i>dont enseignants du privé sous contrat⁽⁴⁾</i>			TOTAL 1 516 024 TIT 0 NTIT 1 516 024	TOTAL 2 232 417 TIT 132 613 NTIT 2 084 563 AID 15 241
TOTAL			TOTAL 5 248 529 TIT 3 775 396 MILVOL 336 588 NTIT 1 008 724 AID 127 821	TOTAL 63 423 TIT 2 152 NTIT 60 708 AID 563	TOTAL 776 508 TIT 137 530 NTIT 623 691 AID 15 287	TOTAL 372 020 TIT 250 445 NTIT 118 237 AID 3 338	TOTAL 352 024 TIT 0 NTIT 352 024 AID 0	TOTAL 16 674 405 TIT 82 223 NTIT 16 591 451 AID 731	TOTAL 23 486 909 TIT 4 247 746 MILVOL 336 588 NTIT 18 754 835 AID 147 740

⁽¹⁾ dont 34 892 dans les établissements publics locaux d'enseignement.

⁽²⁾ dont Cercles et foyers des armées, Épa hors fonction publique.

	TOTAL	TIT	NTIT	AID
⁽³⁾ La Poste	264 468	175 307	89 161	0
⁽⁴⁾ Enseignants de l'enseignement privé sous contrat	150 286	1 242	149 044	0

Sources : Insee, Drees, DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

TIT : Titulaires civils.

MIL VOL : Militaires et volontaires.

NTIT : Non-titulaires.

AID : Emplois aidés.

4 Évolution des effectifs salariés entre le 31/12/2006 et le 31/12/2007. Métropole et Dom, salariés à titre principal

			Administrations publiques - Services non marchands			Hors administrations publiques - Services marchands			TOTAL
			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			
Statut juridique de l'employeur			Droit public	Droit public particulier	Droit privé	Droit public	Droit public particulier	Droit privé	
Ligne	Intitulé	Code Sirène	1	2	3	4	5	6	
1	Administration de l'État (ministères)	71	Eff 2007 2 151 538 Eff 2006 2 229 710 Évol (07/06) - 3,5 % Évol (07/06) hors aidés - 3,5 %						Eff 2007 2 151 538 Eff 2006 2 229 710 Évol (07/06) - 3,5 % Évol (07/06) hors aidés - 3,5 %
2	Collectivités territoriales	72	Eff 2007 1 364 877 Eff 2006 1 299 253 Évol (07/06) 5,1 % Évol (07/06) hors aidés 5,9 %						Eff 2007 1 364 877 Eff 2006 1 299 253 Évol (07/06) 5,1 % Évol (07/06) hors aidés 5,9 %
3	Établissements publics administratifs et autres organismes soumis au droit administratif	73 et 74	Eff 2007 1 729 993 Eff 2006 1 683 410 Évol (07/06) 2,8 % Évol (07/06) hors aidés 3,3 %	Eff 2007 63 423 Eff 2006 64 071 Évol (07/06) - 1,0 % Évol (07/06) hors aidés - 1,2 %	Eff 2007 16 894 Eff 2006 17 351 Évol (07/06) - 2,6 % Évol (07/06) hors aidés - 2,8 %	Eff 2007 97 527 Eff 2006 104 415 Évol (07/06) - 6,6 % Évol (07/06) hors aidés - 6,6 %		Eff 2007 503 Eff 2006 2 748 Évol (07/06) - 81,7 % Évol (07/06) hors aidés - 81,6 %	Eff 2007 1 908 340 Eff 2006 1 871 995 Évol (07/06) 1,9 % Évol (07/06) hors aidés 2,4 %
4	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	Eff 2007 2 121 Eff 2006 2 056 Évol (07/06) 3,2 % Évol (07/06) hors aidés 3,2 %		Eff 2007 42 033 Eff 2006 41 591 Évol (07/06) 1,1 % Évol (07/06) hors aidés 1,1 %	Eff 2007 274 493 Eff 2006 285 338 Évol (07/06) - 3,8 % Évol (07/06) hors aidés - 3,8 %	Eff 2007 225 510 Eff 2006 228 647 Évol (07/06) - 1,4 % Évol (07/06) hors aidés - 1,4 %	Eff 2007 71 499 Eff 2006 66 105 Évol (07/06) 8,2 % Évol (07/06) hors aidés 8,3 %	Eff 2007 615 656 Eff 2006 623 737 Évol (07/06) - 1,3 % Évol (07/06) hors aidés - 1,3 %
5	Personnes physiques sociétés commerciales	1, 2, 3, 5, 6 (hors 32)			Eff 2007 1 188 Eff 2006 1 950 Évol (07/06) - 39,1 %		Eff 2007 126 514 Eff 2006 129 181 Évol (07/06) - 2,1 %	Eff 2007 15 086 379 Eff 2006 14 871 565 Évol (07/06) 1,4 %	Eff 2007 15 214 081 Eff 2006 14 873 515 Évol (07/06) 2,3 %
6	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8, 9			Eff 2007 716 393 Eff 2006 719 122 Évol (07/06) - 0,4 % Évol (07/06) hors aidés - 0,8 %			Eff 2007 1 516 024 Eff 2006 1 555 322 Évol (07/06) - 2,5 % Évol (07/06) hors aidés - 2,5 %	Eff 2007 2 232 417 Eff 2006 2 274 444 Évol (07/06) - 1,8 % Évol (07/06) hors aidés - 2,0 %
TOTAL			Eff 2007 5 248 529 Eff 2006 5 214 429 Évol (07/06) 0,7 % Évol (07/06) hors aidés 0,9 %	Eff 2007 63 423 Eff 2006 64 071 Évol (07/06) - 1,0 % Évol (07/06) hors aidés - 1,9 %	Eff 2007 776 508 Eff 2006 780 014 Évol (07/06) - 0,4 % Évol (07/06) hors aidés - 2,4 %	Eff 2007 372 020 Eff 2006 389 753 Évol (07/06) - 4,5 % Évol (07/06) hors aidés - 5,4 %	Eff 2007 352 024 Eff 2006 357 828 Évol (07/06) - 1,6 % Évol (07/06) hors aidés - 1,6 %	Eff 2007 16 674 405 Eff 2006 16 495 740 Évol (07/06) 1,1 % Évol (07/06) hors aidés 1,1 %	Eff 2007 23 486 909 Eff 2006 23 172 654 Évol (07/06) 1,4 % Évol (07/06) hors aidés 0,8 %

Sources : Insee, Drees, DGAFF, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Fonction publique (colonnes 1+4 et lignes 1+2+3) - Eff 2007 : 5 343 935 - Eff 2006 : 5 316 788 - Évol (2007/2006) : 0,5 % - Évol (2007/2006) hors aidés : 0,8 %.

Pour en savoir plus

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, Faits et chiffres 2008-2009

publié par la Documentation française

- www.ladocumentationfrancaise.fr

Publications statistiques : Point Stat et RésulStats

- www.fonction-publique.gouv.fr

Direction générale de l'administration et de la fonction publique

Bureau des statistiques, des études et des évaluations

32, rue de Babylone

75700 Paris SP 07

Tél. : 01 42 75 80 00

Faits et chiffres

La collection « Faits et chiffres », véritable référence d'analyses sur la fonction publique, correspond au volume I du « Rapport annuel sur l'état de la fonction publique », dont sont extraits des « chiffres-clés ». Ce bilan permet de comprendre les évolutions de l'emploi dans la fonction publique année après année et constitue à ce titre un document indispensable pour les décideurs, les parlementaires, les responsables syndicaux, les gestionnaires... mais aussi pour tous ceux qui s'intéressent à la fonction publique.

Politiques d'emploi public

Ce rapport constitue le volume II du « Rapport annuel sur l'état de la fonction publique ». Il traite de tous les thèmes rattachés à la gestion prévisionnelle des ressources humaines, pour les trois fonctions publiques, avec leurs points communs et leurs spécificités. Il présente en particulier les projets en cours, de la gestion des connaissances à celle des compétences.

Ressources humaines

Cette collection rassemble les informations et des documents (guides, études, brochures, fiches...) concernant le recrutement, la carrière, la formation, la rémunération, et au sens large tous les aspects de la gestion des agents de la fonction publique. Elle se veut volontairement pédagogique, qu'il s'agisse d'éclairer le grand public ou de fournir aux gestionnaires les outils dont ils ont besoin au quotidien.

Etudes et perspectives

Cette collection présente les études et rapports conduits par la DGAFP pour tracer les évolutions de la fonction publique dans tous ses aspects (démographie, métiers, dialogue de gestion, systèmes d'information, impact du droit européen...).

Statistiques

La collection « Statistiques » est déclinée en deux publications distinctes. « Point Stat », outil apprécié des décideurs et des gestionnaires, dégage les idées forces en quelques pages. « RésulStats » présente, pour qui cherche une information plus détaillée, les études complètes. Elle convient particulièrement aux chercheurs et aux statisticiens.

Point PhAre

Cette collection apporte un éclairage approfondi sur un thème ou un chantier, chiffres et références à l'appui.

IntrAdoc

Cette collection, à usage interne, réunit tous les documents de travail de la DGAFP utilisés dans le cadre de réunions interservices, séminaires, journées d'étude...